

Le G20 bégaie face aux banques

Jean-Claude Péclet



Les coups de gueule de Nicolas Sarkozy sur les bonus et les admonestations de la chancelière Angela Merkel aux banques si grosses «qu’elles peuvent faire chanter les Etats» cachent mal la réalité: un an après la faillite de Lehman Brothers, les Etats ne sont guère avancés dans leurs travaux pour éviter une répétition de la crise.

«Les banquiers font la fête comme si nous étions en 1999 – et non en 2009. Il est temps de montrer les dents», dit le ministre suédois des Finances Anders Borg, dont le pays préside l’Union européenne. Nicolas Sarkozy dénonce le «scandale des bonus» et veut élargir les principes français au G20. Angela Merkel déclare: «Nous ne pouvons plus nous permettre d’avoir des banques si grosses qu’elles peuvent faire chanter les gouvernements.»

Roulez tambours! Tandis que les ministres des Finances du G20 se réunissent ce vendredi en vue du sommet de Pittsburgh les 24 et 25 septembre, ces fortes paroles pourraient faire penser que l’heure de la mise au pas a sonné pour le secteur financier sauvé de ses folies par les Etats.

La raison de cette agitation est double. Premièrement, il y aura un an le 15 septembre que la faillite de Lehman Brothers a failli faire fondre le cœur financier de la planète comme celui d’une centrale nucléaire. L’opinion voudra savoir quelles mesures ont été prises contre une récurrence bancaire. On connaît déjà la réponse: pas grand-chose jusqu’ici. Des piles de rapports et de recommandations, mais rien de bien contraignant.

Deuxièmement, le rebond boursier a ragaillardisé les banques, même si beaucoup restent fragiles. Goldman Sachs met de côté 11,4 milliards de dollars pour ses bonus, BNP Paribas 1 milliard. Un rapport de l’Institute for Policy Studies montre que les directeurs des banques dans lesquelles Washington a injecté des dizaines de milliards ont vu la valeur de leurs options gonfler de 90 millions de dollars depuis le printemps. «Non seulement ces dirigeants ne souffrent pas de la crise, mais ils

pourraient en profiter massivement», dit Sarah Anderson, auteur principal du rapport.

Si les chefs d'Etat critiquent les banques «trop grosses pour faire faillite», celles qui subsistent le sont devenues encore plus. Aux Etats-Unis, JP Morgan, Bank of America, Wells Fargo et Citigroup concentrent la moitié des hypothèques et deux tiers des cartes de crédit. Elles bénéficient de taux d'intérêt inférieurs à ceux des concurrents et d'un poids accru face aux clients. «Il faut éviter un oligopole», dit Richard Fisher, de la Réserve fédérale de Dallas.

Les établissements les plus sains s'empressent de rembourser les soutiens publics pour éviter que le régulateur ne se mêle de leurs affaires. Une course contre la montre a commencé: sentant le retour rapide au «business as usual», les Etats veulent agir pendant qu'il est encore temps.

Au niveau symbolique, la question des bonus fait mouche. Nicolas Sarkozy l'a compris en imposant en France le paiement différé sur trois ans et une symétrie bonus-malus reflétant mieux la prise de risques. Sera-t-il suivi par le G20? Jeudi, le premier ministre anglais Gordon Brown a cosigné une lettre de principes avec le président français et la chancelière allemande Angela Merkel. Mais il se montrait bien plus réservé deux jours plus tôt dans le Financial Times. Quant aux Etats-Unis, leur appui est douteux.

Or il suffit qu'une grande place financière ne joue pas le jeu pour que tout l'édifice s'effondre. Nommé par Nicolas Sarkozy pour mettre en œuvre le contrôle des bonus, Michel Camdessus l'avoue au Monde: «Ma feuille de route dépendra de ce qui sera dit au G20 de Pittsburgh.»

La mesure qui rencontre le plus large soutien est le renforcement des fonds propres des banques. Tout le reste se heurte à une forte résistance. Il y a quelques jours, le président de l'autorité de surveillance britannique, Lord Adair Turner, a soulevé un tollé dans la City en déclarant que le secteur financier est démesurément enflé et qu'une taxe sur les transactions pourrait le ramener à de plus justes proportions. Moins public, un autre débat oppose l'industrie financière aux régulateurs qui veulent centraliser les transactions sur les produits dérivés pour mieux en contrôler les volumes.

Derrière les coups de gueule du G20, la réalité est qu'un an après Lehman, le chantier de la finance en reste à ses débuts.